

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**ETUDE COMPARATIVE ET DE FAISABILITE D'UN PROJET
D'ASSAINISSEMENT POUR LES COMMUNES DE BLERE, SAINT
MARTIN LE BEAU, ATHEE SUR CHER ET CIVRAY DE TOURAINE.**

**N° de marché
2025-13**

Entité Adjudicatrice :

Madame la Présidente de la Communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré – Val de Cher, en exercice.

Communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré – Val de Cher
39 rue Gambetta
37 150 BLÉRÉ
Tél. : 02 47 23 58 63

Courriel : info@cc-autourdechenonceaux.fr

Procédure de marché :

Marché passé conformément à l'article Article L2123-1 du Code la commande publique selon une Procédure Adaptée.

Date limite de réception des offres :

Le Jeudi 3 Juillet 2025 à 17H00.

SOMMAIRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)	1
Article 1 – Identification du Pouvoir adjudicateur.	3
Article 2 – Objet du marché.	3
Article 3 – Nature de l’attributaire.	3
Article 4 – Forme, durée et délai d’exécution du marché.....	3
4.1 Durée et délai d’exécution du marché.	3
4.2 Prolongation des délais.....	3
4.3 Décomposition en tranches et en lots.....	3
4.4 Nomenclature.	4
4.5 Variantes et options.	4
Article 5 – Modifications de détail au dossier de consultation.	4
Article 6 - Déroulement de la procédure.	4
Article 7 – Délai de validité des offres.....	4
Article 8 – Contenu du dossier de consultation et retrait du dossier.....	4
Article 9 – Correspondances.....	4
Article 10 – Présentation des offres.....	5
10.1 Pièces relatives à la candidature.....	5
10.2 Pièces relatives à l’offre.	6
Article 11 - Jugement des candidatures et des offres.	6
Article 12 - Condition d’envoi ou de remise des plis.	8
12.1 Transmission des offres.....	8
12.2 Sécurité informatique.	8
Article 13 – Renseignements complémentaires.....	9
Article 14 – Procédures de recours.....	9

Article 1 – Identification de l'Entité Adjudicatrice.

Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher

Siège administratif :

39 rue Gambetta – 37150 BLERE

Tél : 02.47.23.58.63 / Email : info@cc-autourdechenonceaux.fr

Représentée par la Présidente de la Communauté de communes en exercice, Mme Anne BAYON de NOYER.

Article 2 – Objet du marché.

La présente consultation a pour objet la réalisation d'une étude comparative et de faisabilité d'un projet d'assainissement pour les Communes de Bléré, Saint Martin le Beau, Athée sur Cher et Civray de Touraine.

Lieu(x) d'exécution :

L'étude se concentrera sur les 4 stations d'épuration suivantes :

- Bléré – Les Regains.
- Saint Martin le Beau – Le Pré aux Oies.
- Athée sur Cher - La Noue.
- Civray de Touraine – Varenne de Chenonceaux.

Article 3 – Nature de l'attributaire.

Le marché sera conclu :

- Soit avec un Titulaire unique.
- Soit avec des Titulaires en groupement solidaire ou conjoint.

Article 4 – Forme, durée et délai d'exécution du marché.

Ce marché, conclu conformément à l'Article L2123-1 du Code la commande publique, est passé selon une Procédure Adaptée.

Par la signature de l'acte d'engagement propre à son marché, le Titulaire reconnaît qu'il a parfaitement connaissance de toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant de la loi, des règlements du marché, des prescriptions techniques et réglementaires, impôts, taxes ou redevances de toutes natures, existant dix jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Il s'engage à apporter à l'entité adjudicatrice l'assistance de ses compétences professionnelles pour la réalisation de prestations parfaitement adaptées à leurs fonctions et aux caractéristiques particulières des opérations projetées. Il doit en conséquence signaler par écrit dans les meilleurs délais toutes anomalies dans les documents qui lui seraient transmis par le maître d'ouvrage.

4.1 Durée et délai d'exécution du marché.

La durée du marché correspond à celle sur laquelle le Titulaire s'est engagé dans son Acte d'Engagement.

4.2 Prolongation des délais.

Sans objet.

4.3 Décomposition en tranches et en lots.

Sans objet.

4.4 Nomenclature.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79311000-7	Services d'études.
90420000-7	Service de Traitement des Eaux Usées.

4.5 Variantes et options.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 5 – Modifications de détail au dossier de consultation.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6 - Déroulement de la procédure.

Les candidats sont invités à remettre une offre qui comportera les pièces mentionnées à l'article 8 du présent règlement.

Après que le candidat ait remis son offre ; celui-ci pourra être amené à apporter à l'entité adjudicatrice toutes les informations nécessaires afin de compléter, préciser ou clarifier son offre. Ces compléments feront l'objet d'une demande écrite par l'Entité Adjudicatrice.

Article 7 – Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres, sauf prolongation éventuelle de cette durée que le candidat pourrait consentir à la demande de l'Entité Adjudicatrice.

Article 8 – Contenu du dossier de consultation et retrait du dossier.

- Le présent Règlement de Consultation (RC).
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes dont le bordereau de prix établi par le candidat.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 9 – Correspondances.

Le dossier de consultation est uniquement mis à disposition des opérateurs économiques sur le site :

<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Un candidat ayant fourni une adresse e-mail non valide ne pourra élever aucune réclamation concernant la non réception des compléments d'information.

L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite.

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions sur la plate-forme de dématérialisation <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Les questions sont reçues jusqu'au 10 jours avant la date limite de remise des offres et les réponses seront communiquées aux candidats au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Ces délais sont calendaires.

Les échanges par le biais de la plate-forme de dématérialisation seront privilégiés durant toute la durée de la passation jusqu'à la notification du marché.

Article 10 – Présentation des offres.

Les offres seront entièrement rédigées en Français et exprimées en Euro (article R 2143-16 du code de la commande publique).

Chaque candidat devra fournir un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées :

10.1 Pièces relatives à la candidature.

En application des articles R2143-3 et R2143-4 et suivants du code de la commande publique, le dossier comprendra les renseignements suivants :

- Lettre de candidature : document permettant d'attester que le signataire des documents peut d'engager l'entreprise. Ou l'imprimé « Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants » DC1 (ancien DC4).
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclarations sur l'honneur :
 - Justifiant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir, n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au Bulletin n° 2 du Casier Judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du Code du Travail. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie des jugements prononcés. Ou le formulaire : « Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants » DC1.
 - Que le candidat n'a pas fait l'objet, dans les 5 dernières années, d'une condamnation pour violation aux dispositions légales liées à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
 - Que le candidat satisfait, au 31 décembre de l'année précédente, à son engagement de considérer les objectifs d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que sur les mesures à prendre, telles que définies par l'article L.2242-5 du Code du travail. À défaut, elles doivent attester qu'elles ont régularisé leur situation à l'égard de la loi à la date du dépôt de leur candidature.
- La déclaration du candidat (imprimé DC2).
- Une attestation d'assurance en cours de validité où figureront les montants maxima couverts.
- Capacité économique et financière, chiffre d'affaires des 3 dernières années (DC2) et le dossier complet de présentation de la société (Moyens humains, financiers et matériels de la structure...).
- Références professionnelles : Liste de prestations similaires exécutées au cours des 5 dernières années.
- Certificats de capacité.

En application de l'article R 2143-4 du Code de la Commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), rédigé obligatoirement en français (article R 2143-16), en lieu et place des documents mentionnées à l'article R 2143-3 du même code. Les informations relatives au DUME sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espdl>.

Le soumissionnaire ajoutera tout document complémentaire qu'il jugera bon d'insérer.

En cas de groupement, les justifications précitées devront être produites par chaque membre du groupement. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

Tous les moyens de certifications sont régis par les articles R 2144-1 à 7 du Code de la commande publique.

10.2 Pièces relatives à l'offre.

- L'Acte d'Engagement et ses annexes.
- Le mémoire justificatif (dont le contenu est détaillé ci-après) des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.
- Le CCTP et le CCAP signés.

Contenu du mémoire justificatif.

Le mémoire justificatif devra contenir notamment :

- Les moyens techniques et humains, le programme et la méthodologie d'exécution, la présentation de l'organisation de l'étude :
 - La méthodologie proposée par le candidat pour répondre aux besoins de l'étude.
 - La composition de l'équipe dédiée au projet.
 - La communication prévue d'être mise en œuvre auprès des acteurs de l'ensemble de l'opération.
- Les moyens de l'entreprise pour assurer la qualité de ses prestations, contrôles internes et externes.
- Le détail du prix proposé.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le soumissionnaire ajoutera tout document complémentaire qu'il jugera utile.

En cas de groupement, les justificatifs précités devront être produits par chaque membre du groupement. L'appréciation des capacités professionnelles des membres du groupement est globale.

Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution du marché.

- Pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.
- Certificats fiscaux et sociaux ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Article 11 - Jugement des candidatures et des offres.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante.

Dans le cadre des analyses des offres, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de demander des précisions sur les offres remises.

Critères		Pondération
1-Prix des prestations		40.0 %
2-Valeur technique	<i>Descriptif du sous-critère</i>	60.0 %
<i>2.1-Moyens techniques et humains et méthodologie</i>	<i>Moyens techniques et humains - Programme et méthodologie d'exécution - Présentation de l'organisation de l'étude</i>	<i>40 points</i>
<i>2.2-Communication avec l'ensemble des acteurs.</i>	<i>Méthodologie mise en œuvre pour assurer une bonne communication avec l'ensemble des acteurs de l'opération (selon le cadre fourni à la consultation)</i>	<i>10 points</i>
<i>2.3-Qualité de la présentation de l'offre Assurance qualité</i>	<i>Conformité du projet de marché avec le cahier des charges, présentation du mémoire, exactitude des calculs financiers</i>	<i>10 points</i>

	<i>Moyens de l'entreprise pour assurer la qualité de ses prestations, contrôles internes et externes</i>	
--	--	--

Compte tenu de la pondération des critères, chacune des offres sera affectée d'une notation se décomposant ainsi qu'il suit :

1. Prix : note maximale de 40 points.
2. Valeur technique jugée au regard du mémoire justificatif : note maximale de 60 points.

Total de la notation : 100 points.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par l'addition des résultats de chaque critère en application des règles suivantes :

1/ Le critère prix sera noté sur la base du montant total figurant dans l'Acte d'Engagement sur 40 points selon la formule suivante :

Note de l'offre = (montant de l'offre la moins-disante/montant de l'offre à noter) * 40

2/ Le critère valeur technique sera noté sur 60 points selon les sous-critères indiqués dans le tableau ci-dessus.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Après examen des offres, l'entité adjudicatrice engagera des négociations avec les candidats sélectionnés. Elles pourront se dérouler par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Cette négociation, si elle a lieu, se fera par écrit et pourra également comporter un entretien de négociation. Cette négociation pourra porter sur la méthodologie d'accomplissement des prestations, le prix ou n'importe quel élément technique ou financier de l'offre. A l'issue de la négociation, il sera demandé aux candidats de remettre une nouvelle offre qui sera leur offre finale.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 12 - Condition d'envoi ou de remise des plis.

12.1 Transmission des offres.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La remise des offres se fera exclusivement via le profil acheteur de l'Entité Adjudicatrice :
<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Les documents doivent être remis au format PDF.

Cette plateforme de dématérialisation répond aux exigences fixées par l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La date limite de remise des plis étant fixée au Jeudi 3 Juillet 2025 – 17H00 ; au-delà de ce délai, la consultation sera clôturée automatiquement sur « <https://webmarche.solaere.recia.fr/> » et aucun dépôt ne sera possible.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée, hormis la copie de sauvegarde (voir ci-après).
Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Word (.doc), Excel (.xls), pdf, dwg, jpeg...

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les candidats peuvent effectuer, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (USB ou Cédérom) ou sur support papier, à condition que cette copie parvienne dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas précisés à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde(<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038318503&dateTexte=20190404>).

La copie de sauvegarde devra comporter la mention visible : « Copie de sauvegarde, offre pour la consultation » et être placée dans un pli cacheté portant la même mention.

Elle sera transmise au choix du candidat par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et de garantir sa confidentialité :

- par envoi postal uniquement ; l'enveloppe devant comporter les nom et adresse du candidat, ainsi que la mention « Copie de sauvegarde, offre pour la consultation « Etude comparative et de faisabilité d'un projet d'Assainissement pour les Communes de Bléré, Saint Martin kl Beau, Athée sur Cher et Civray de Touraine ».
- NE PAS OUVRIR », à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE DE COMMUNES ATOUR DE CHENONCEAUX- BLERE VAL DE CHER
39 RUE GAMBETTA
37 150 BLERE

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

La copie de sauvegarde ouverte dans laquelle un programme informatique malveillant est détecté par l'Entité Adjudicatrice est réputée n'avoir jamais été reçue.

Après attribution, les Candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Dans le cas de candidatures groupées, le Mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

12.2 Sécurité informatique.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le Pouvoir adjudicateur, sont réputées n'avoir jamais été reçues et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article R 2 181-1 et suivants du code de la commande publique.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par l'Entité Adjudicatrice, donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'Entité Adjudicatrice dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pu être ouverte par l'entité Adjudicatrice, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde ouverte dans laquelle un programme informatique malveillant est détecté par l'Entité Adjudicatrice est réputée n'avoir jamais été reçue.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : zip, word, excel, jpg, pdf

Pour les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, ils devront tenir compte de certaines indications.

Ainsi, le soumissionnaire est invité à utiliser uniquement le format .pdf.

Article 13 – Renseignements complémentaires.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leurs seraient nécessaires, les Candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

COMMUNAUTE DE COMMUNES AUTOUR DE CHENONCEAUX BLERE-VAL DE CHER
39 rue Gambetta – 37150 BLERE
Tél : 02.47.23.58.63 / Email : eau@cc-autourdechenonceaux.fr

Article 14 – Procédures de recours.

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1

Tél : 02 38 77 59 00
Télécopie : 02 38 53 85 16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1

Tél : 02 38 77 59 00
Télécopie : 02 38 53 85 16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Fait à Bléré, le

L'entité adjudicatrice

Fait à , le

Le Titulaire